

## Vers une agriculture sans agriculteurs

Le 13 septembre étaient publiés les résultats du dernier recensement agricole. Un tel recensement a lieu tous les dix ans. C'est donc le moment de faire le point sur une activité économique qui met en valeur 18,8 millions d'hectares de terres cultivées (en légère croissance) auxquelles s'ajoutent 9,5 millions d'hectares de terres en herbe (en forte diminution), au total, les deux tiers du territoire.

### *Concentration*

Moins accentuée que dans les autres pays développés, la concentration des terres et la diminution du nombre des emplois, se poursuit à un rythme soutenu. Il n'existe plus que 490.000 exploitations agricoles et elles ne mobilisent plus, toutes ensemble, que l'équivalent de 750.000 emplois à temps pleins. Car si d'un côté on enregistre un (faible) accroissement du nombre des salariés dans les plus grandes exploitations<sup>1</sup>, on observe inversement dans beaucoup de petites exploitations, que l'activité agricole ne fournit plus qu'un seul emploi à temps partiel. Le développement de la multi-activité se poursuit : la moitié des chefs des exploitations agricoles déclarent n'y travailler que moins d'un quart de leur temps.

Autre aspect sous estimé, sinon méconnu, des évolutions en cours, 27% de ces chefs d'exploitation sont des femmes. Elles sont un peu plus nombreuses dans les petites exploitations, mais on en compte déjà 24% dans les « grandes exploitations » (celles qui, par définition, ont un chiffre d'affaire supérieur à 100.000 €).

Le nombre d'emplois par hectares continue de diminuer. Il faut maintenant 36 hectares pour assurer un emploi, alors qu'il suffisait de 29 hectares en 2000. Evidemment, il ne s'agit là que d'une moyenne : dans les grandes exploitations céréalières, on compte 96 hectares par emploi, tandis qu'une exploitation maraîchère mobilisera beaucoup plus de travail. Au passage, on peut d'ailleurs se demander pourquoi ce sont les activités agricoles utilisant le moins d'emplois à l'hectare qui sont le plus subventionnées...

Le mouvement séculaire de réduction du nombre des agriculteurs, que certains croyaient possible de stabiliser, ne semble pas prêt de s'arrêter, même s'il s'est ralenti, avec « seulement » 26% de diminution du nombre des exploitations dans les dix dernières années. Il est significatif que les grandes exploitations soient dirigées par des agriculteurs souvent moins âgés que les « petites exploitations » (celles dont le chiffre d'affaire est inférieur à 25.000 €). La plupart de ces petites exploitations sont donc vouées à disparaître en tant que telle, à l'occasion des futurs départs en retraite, par

---

<sup>1</sup> 17% de l'ensemble de l'activité agricole est assurée par des salariés permanents contre 14% dix ans plus tôt.

rattachement des terres à une autre exploitation, après vente du corps de ferme à un résident secondaire ou à un urbain.

## **Périurbanisation**

La périurbanisation contribue pour une part, mais une part très minoritaire, à la baisse du nombre des exploitations. Au mois d'août, L'INSEE publiait une statistique faisant état d'une progression de 19 % en dix ans, de la superficie territoriale couverte des communes qualifiées d'urbaines<sup>2</sup>. Elles occupent maintenant 22% du territoire. Mais une bonne partie du territoire de beaucoup ces communes reste consacrée aux activités agricoles. Il est d'ailleurs curieux de constater, comme l'indique le service statistique du ministère de l'Agriculture dans ses enquêtes *teruti*, que, dans la dernière période, les terres agricoles ont perdu davantage de surfaces par suite de la progression des « landes, friches et garrigues » ou des « sols nus naturels », qu'au bénéfice de la construction et de l'artificialisation des sols.

Avant d'être victime de l'urbanisation (en particulier des grandes infrastructures et des zones d'activité en rase-campagne), l'agriculture française souffre d'une baisse continue de sa rentabilité à l'hectare. La valeur proprement agricole des terres demeure extrêmement basse (de l'ordre d'un demi euro le mètre carré), une valeur qui reste inférieure (à pouvoir d'achat constant) à ce qu'elle était... avant la guerre de 1914.

Si les revenus des agriculteurs arrivent quand même à se maintenir et parfois à progresser un peu, ils ne le doivent qu'à l'accroissement des surfaces mises en valeur par chaque actif. Il s'en suit que même dans les zones rurales, les agriculteurs sont devenu très minoritaires au sein de la population des campagnes. D'autant que cette population augmente : en dix ans, pendant que la population des communes rurales progressait de 6 %, le nombre des actifs agricoles baissait de 20 %.

## **Mondialisation**

Se contenter d'affirmer que la protection des terres agricoles assurera l'avenir de l'agriculture grâce à la progression de la demande alimentaire mondiale, est une vision un peu courte. Compte tenu de la disparition des frontières douanières et de la baisse spectaculaire des coûts de transport, c'est à l'échelle mondiale qu'il faut raisonner.

Il est exacte de prévoir un fort accroissement de la demande de produits agricoles sur les marchés, moins due à l'accroissement de la population qu'à l'amélioration des conditions d'alimentation des pays émergents. Il est aussi provoqué par les nouvelles demandes de produits agro-industriels et surtout agro-énergétiques.

Mais il faut aussi prendre en compte la progression des potentialités foncières concurrentes. De nombreux pays ne disposent pas seulement d'une abondante main d'œuvre sous payée, mais de vastes étendues de terres cultivables non cultivées (voir [www.fao.org](http://www.fao.org)) ou cultivées avec des rendements dérisoires, faute de moyens techniques adaptés. Ces terres sont mises à dispositions des investisseurs, par centaines de milliers d'hectares, à des prix ridiculement bas, par des gouvernements qui n'hésitent pas à évincer leurs propres paysanneries pour les libérer.

---

<sup>2</sup> Celles où plus de 2.000 habitants résident en zone agglomérée (voir le texte d'Olivier Piron page XX)

Dans la course à l'agrandissement des exploitations, la France a perdu d'avance face à l'agrobusiness qui se développe par unités de dizaines de milliers d'hectares dans les pays pauvres. Mieux vaudrait une reconversion des productions, à la hollandaise. A quoi bon conserver des terres agricoles sans agriculteurs ?

---

[comby-foncier.com](http://comby-foncier.com)